

VERS L'EMPLOI DE L'ARME NUCLEAIRE EN EUROPE ?

De Jean-Marc Royer

« La porte du feu nucléaire est ouverte depuis le 24 février 2022 en Europe et à ce jour, elle n'a pas été refermée »¹.

Évidemment, lorsque survient une guerre industrielle, totale et à caractère génocidaire² comme celle qui se déroule en ce moment sur le sol ukrainien et menace de déborder le cadre dans lequel les médias s'évertuent à l'enfermer quotidiennement, on est amené – ou bien à détourner le regard d'un champ de bataille ou des dizaines de milliers de cadavres sont entrain de se décomposer – ou bien à se demander par quels enchaînements de faits, par quels glissements progressifs de la défense des intérêts des uns et des autres, cette guerre d'agression débutée en 2014, s'est ainsi aggravée.

Tenter d'en rendre compte entraîne une nécessité, celle de porter un regard rétrospectif sur ce qui s'est passé durant ces trois dernières décennies pour en arriver là. Ce qui suit n'en est qu'une esquisse, dans un domaine particulier, car elle vise à éclairer autant que faire se peut, les risques d'emploi des armes nucléaires dans la guerre en cours ; il y a là, on le verra, un danger réel et inédit, dont les dimensions sont contemporaines du fait que le monde est en train de changer, profondément. Il est même en plein bouleversement, ce qui, toute analogie simpliste mise à part, fait penser aux débuts du xx^e siècle, car c'est bien d'une reconfiguration des rapports de forces entre impérialismes et de ses conséquences civilisationnelles dont il s'agit, ce qui nous avait déjà conduit à écrire que nous pourrions bien être confrontés à de multiples états d'exception (climatique, écologique, sanitaire, économique, sécuritaire...) combinés à un « totalitarisme démocratique »³ étendu en Occidentale.

D'un point de vue plus restreint – disons plus socio-économique – on a vu s'installer depuis trois décennies une lutte acharnée qui s'approfondit entre capital étatsunien et capital chinois (mais pas qu'entre eux) et dont la dégénérescence en un conflit armé ne surviendra que lorsque les protagonistes se sentiront suffisamment forts pour l'engager ou inexorablement conduits à cette décision pour s'imposer. La nouveauté par rapport à la « Guerre de trente ans »⁴, c'est que la survie de l'Humanité et du vivant serait alors en cause.

Dans les deux premiers « Carnet de Guerre », nous avons esquissé une brève histoire des rapports de l'Otan et du pacte de Varsovie, rappelant les engagements des uns et des autres et revenant sur ce que nous estimons être un point de bascule fondamental de l'histoire contemporaine : « l'Anschluss de la RDA par le capital Ouest-allemand » qui constituait de fait « le point d'orgue de la contre révolution internationale des néolibéraux débutée en 1973 au Chili » et dont nous reparlons plus bas. Le troisième Carnet était entièrement consacré à l'analyse détaillée de ce qui se joue dans la centrale nucléaire de Zaporijia, une des dimensions nouvelles de cette guerre puisque le pays ne compte pas moins de quinze réacteurs⁵.

Dans ce quatrième Carnet, nous analysons de plus près l'autre aspect nucléaire de cette guerre, à savoir le statut des armes nucléaires dites tactiques (ou non stratégiques), tel qu'il a évolué dans les doctrines états-unienne et russe, les changements induits depuis quelques années dans le domaine

¹ Stéphane Audoin-Rouzeau, « L'Europe dans la tourmente », France Culture 11 juillet 2022. Audoin-Rouzeau qui disait déjà depuis mars « Nous n'avons pas pris la mesure de l'événement guerrier qui vient de s'ouvrir » dans Médiapart du 15 mars 2022.

² Termes empruntés à l'historiographie et sur lesquels nous reviendrons.

³ Concept défini dans plusieurs textes depuis 2013 in « Revue Ecologie et Politique » n°46 ou dans « Carnet de réclusion #1 » du 23 mars 2020.

⁴ 1914-1945. Concept emprunté aux historiens Eric Hobsbawm et Enzo Traverso.

⁵ La mission de l'AIEA ne nous pas appris grand-chose sur le sujet. Le courage de son directeur Rafael Grossi aurait été de dire à Zaporijia : « Maintenant, nous sommes là et nous y resterons tant que la zone n'aura pas été démilitarisée », au lieu de faire un petit tour de 36 heures et puis de s'en aller. Que risquaient ce directeur et ses agents ? D'être expulsés de la centrale ? Imagine-t-on le retentissement international des images montrant les agents de l'AIEA se faire raccompagner hors de la zone occupée par l'armée russe ? Les choses auraient été un peu plus claires. Leurs vies, elles, n'étaient pas en danger, contrairement à celles des employés ukrainiens. Enfin, ils ont vu ce qu'on a bien voulu leur montrer et n'ont pas dû beaucoup insister pour examiner les sous-sols de la caserne des pompiers et du bâtiment de la police, transformées en salles de torture. Nous y reviendrons.

militaire et les répercussions que cela pourrait entraîner actuellement.

Des élargissements de l'Otan⁶ aux manœuvres guerrières de part et d'autre

Le 9 février 1990 à Moscou, dans une phrase devenue célèbre depuis, le secrétaire d'état James Baker avait dit à Gorbatchev que : « les discussions entre les deux Allemagnes et les quatre forces d'occupation doivent garantir que l'Otan n'ira pas plus loin : sa juridiction militaire actuelle ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est »⁷. Le lendemain, Helmut Kohl, affirmait à son tour : « Nous pensons que l'Otan ne devrait pas élargir sa portée ». Neuf ans plus tard, fin avril 1999, le plan d'action pour l'adhésion de nouveaux membres était adopté lors de son 15^e sommet à Washington. La Pologne, la Hongrie, la République Tchèque rejoignaient l'organisation militaire et à partir de 2004, onze nouveaux membres étaient successivement intégrés⁸.

Lors de la conférence de Munich sur la sécurité en 2007, Poutine avait publiquement et clairement indiqué qu'il considérait l'élargissement de l'alliance Atlantique comme une provocation sérieuse qui réduisait le niveau de confiance mutuelle. C'est un fait, l'Otan s'est rapprochée de 1 200 kilomètres des frontières occidentales de la Russie depuis la fin de la guerre froide et la frontière lettone est à moins de 600 km de sa capitale.

En 1999 également, durant la guerre du Kosovo, l'Otan a participé au conflit par des bombardements massifs (trois cents par jour durant quatre mois !), sans avoir *l'approbation du Conseil de sécurité* et en violation des articles 5 et 6 de ses statuts qui précisent qu'elle n'est pas une structure offensive, mais défensive⁹. D'autre part, depuis la fin de l'année 2001, l'organisation Atlantique a mené des opérations très largement en dehors de ses périmètres géographiques et légaux d'intervention, à savoir : en Afghanistan, en Mer Rouge, dans le golfe d'Aden, en Océan Indien et en Lybie.

De son côté, Poutine allait mener huit guerres entre la fin de 1999 et 2022. Pour le récapituler rapidement, il intègre l'administration présidentielle en mars 1997, juste après la première guerre contre la Tchétchénie. Pendant la période où il est chef du FSB – de juillet 1998 à décembre 1999 – se produisent les cinq attentats qui serviront de prétexte au déclenchement de la seconde guerre tchétchène afin de « laver l'affront » de la défaite précédente¹⁰. Il devient président de la Russie fin 1999, pendant le siège de Grozny. Les combats dévastèrent la capitale tchétchène au point qu'en 2003, les Nations unies la qualifièrent de « ville la plus détruite sur Terre ». En 2008, Poutine a mené une guerre éclair contre la Géorgie. En 2014, le Donbass et la Crimée étaient envahis, causant la mort de 18 000 personnes en huit années. À partir du 30 septembre 2015, l'État russe a commencé à se déployer militairement en Syrie¹¹ afin de soutenir Bachar Al Assad et ses propres intérêts au Moyen-Orient. En 2016, après Grozny et avant Marioupol, Alep était réduite à un champ de ruines. En septembre 2020 une intervention de « maintien de la paix » dans le Haut-Karabakh avait lieu et en janvier 2022, l'armée russe est intervenue au Kazakhstan.

Les traités de limitation des armes nucléaires sont devenus caducs

En fait, après avoir promulgué le « Patriot Act » à la fin du mois d'octobre 2001, l'administration états-

⁶ Nous avons largement abordé cette question dans « Carnets de guerre #1 et #2 ». Cf. également, Philippe Descamps, Hélène Richard, « Quand la Russie rêvait d'Europe. L'OTAN ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est », Le Monde Diplomatique, septembre 2018. Pour mémoire, le 1^{er} juillet 1991, le Pacte de Varsovie était dissous et en octobre 1999, le dernier soldat russe quittait les trois États baltes.

⁷ Cf. Carnets de Guerre #1, Notes sur l'invasion russe de l'Ukraine.

⁸ Il s'agit de la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie ; en 2009 de l'Albanie et de la Croatie ; en 2017 du Monténégro et en 2020 de la Macédoine du Nord.

⁹ Après enquête, les États-unis ont admis avoir utilisé plus de 31 000 munitions d'uranium appauvri sur 112 sites identifiés. Les secteurs concernés par les frappes risquent d'être contaminés pour des milliers d'années, et il n'est pas exclu qu'il y ait des problèmes d'infiltration dans les nappes phréatiques. « L'uranium appauvri est un danger déclarent des chercheurs yougoslaves », l'OBS, 7 janvier 2001.

¹⁰ C'est ce qu'expliquait en détail Hélène Blanc, chercheuse au CNRS et au Collège de France le 25 janvier 2011, sur France Inter.

¹¹ C'est à partir de ce moment-là que la milice Wagner, créature paramilitaire du système Poutine fondée en 2014, fera parler d'elle. Cf. les 90 notes et références de Wikipédia à ce sujet.

unienne commençait à mettre en œuvre ce qui fut par la suite théorisé comme le « continuum de sécurité globale »¹². Le 13 décembre suivant, les États-Unis se retirèrent unilatéralement du traité ABM (Anti Balistique Missile)¹³ qui limitait drastiquement l'emploi de ces armes nucléaires. George W Bush présenta ce retrait comme une première étape vers la mise au point et le déploiement d'un bouclier de défense anti-missiles destiné, selon lui, à protéger les États-Unis et ses alliés, dont la Russie (!), d'une attaque de missiles tirés par des « États voyous », mentionnant notamment l'Iran, la Corée du Nord ou la Somalie... De fait, les anciens traités de maîtrise des armements nucléaires issus de la guerre froide et l'accord de Ciel ouvert¹⁴ entré en vigueur en 2002 ont été remis en cause. Il ne reste à présent que le traité New Start.

Le 2 août 2019, les États-Unis sortaient officiellement du traité de limitation des Forces Nucléaires à portée Intermédiaire (INF en anglais)¹⁵ conclus en 1987, suivis par la Russie quelques mois plus tard. La route était libre pour une relance de la course aux armements. Dès le lendemain du retrait, le Pentagone publiait la photo du tir d'un nouveau missile Tomahawk suivi de deux autres essais de missiles sol/sol – l'ATACMS « upgraded » et le « Precise Strike Missile ». Un peu plus tard, cette même année, le Pentagone signalait le déploiement du Sous-marin Nucléaire Lanceurs d'Engins « USS Tennessee » avec des missiles Mer-Sol Balistique à tête nucléaire de 5 à 7 Kilotonnes de puissance, tandis que Poutine annonçait la mise au point par la Russie d'une panoplie de nouvelles armes stratégiques toutes réputées quasi impossibles à intercepter, et capables de frapper en n'importe quel point du globe¹⁶.

La nature « évolutive » des exercices annuels de l'Otan

Depuis 2013, les manœuvres annuelles de l'Otan sur la frontière orientale de l'Europe – de la Baltique à la Mer Noire – et les thèmes tactiques adoptés ont remis « en selle l'ennemi russe » : cette année-là, « Steadfast Jazz » fut une manœuvre impliquant 6 000 soldats des États membres de l'Otan en plus de ceux de la Finlande, de la Suède et de l'Ukraine. L'objectif était de « s'assurer que la force de réaction rapide serait prête à se déployer n'importe où et à faire face à quelque menace que ce soit ». En 2015 « Trident Juncture » engageait sur Terre, Air et Mer 36 000 participants de plus de trente pays.

Dans l'exercice « Anaconda » de 2016, une « union des rouges » envoyait ses « petits hommes verts » envahir une « union de pays bleus » (la Pologne et les pays Baltes). Les analogies employées par la soldatesque sont souvent assez grossières... Ce fut également le cas lorsque l'exercice de 2018, sur le même scénario, s'est appelé « Saber Strike » (Sabre, c'était le nom de code avec lequel l'Otan avait désigné les missiles Soviétiques SS 20 pendant les années 1980).

Finalement, dans le plan de l'exercice « Defender 2020 » prévu entre janvier et juin, le « concept de frappe nucléaire tactique de théâtre » fut mis en œuvre contre l'envahisseur de la Pologne et des États Baltes qui n'était plus désigné par la métaphore « l'Union des rouges » mais par son vrai nom : la Russie. Nous verrons que cela était en phase avec la nouvelle stratégie militaire états-unienne.

En 2013, Poutine s'engouffre dans la porte ouverte...

En août 2012, un mois après que le régime de Bachar el Assad ait reconnu posséder des armes chimiques, Barack Obama déclarait que l'utilisation de telles armes constituait « une ligne rouge » à ne

¹² D'états d'exception en états d'urgence, les atteintes aux libertés fondamentales sont banalisées, renforcées et étendues en étant progressivement intégrées à la loi ordinaire. Ici même, les députés LRem Alice Thourot et Jean-Michel Fauvergue (ex chef du RAID) ont rédigé un rapport intitulé « D'un continuum de sécurité vers une sécurité globale », finalisé le 11 septembre 2018, qui donnera lieu au vote de la loi du 25 mai 2021.

¹³ Traité ABM signé à Moscou le 26 mai 1972, entre Washington et Moscou. Les Défenses ABM doivent être strictement fixes et terrestres ; ne pouvaient être déployés que 100 missiles et pour défendre un seul site.

¹⁴ Le 22 mai 2020, les États-Unis ont fait part de leur décision de se retirer du traité « Open skies » signé par 35 pays. Il permettait de survoler les territoires des pays signataires afin de surveiller les mouvements militaires et les stocks d'armements.

¹⁵ Le traité INF entraînait l'élimination de tous les missiles de croisière et missiles balistiques, à charge conventionnelle ou nucléaire, états-unis et soviétiques, lancés depuis le sol et ayant une portée se situant entre 500 et 5 500 km.

¹⁶ Cela va du missile intercontinental « Sarmat » de 11 000 km de portée, au planeur hypersonique « Avangard » (Mach 20 à 25), à la torpille à propulsion nucléaire « Poséidon », en passant par différents missiles de croisière comme le « Bourevestnik-9M730 » subsonique mais de portée supérieure au tour de la planète, ou encore le missile hypersonique Kinzhal (Mach 10) porté par le MIG 31.

pas franchir sous peine « d'énormes conséquences ». Lorsqu'en août 2013, 1 400 personnes dont 426 enfants décédaient suite à l'usage de gaz toxiques lors d'attaques dans la banlieue de Damas, Obama reculait piteusement. Poutine a ainsi trouvé la voie ouverte à une présence impériale en Syrie. Et Bachar a donc continué à se servir du chlore, ce qui fut le cas au moins à trois reprises en 2014 et 2015, sur des localités de la province d'Idleb, ce qu'une commission d'enquête de l'ONU a ensuite confirmé. On ne peut évidemment s'empêcher de rapprocher la reculade d'Obama – et de ses terribles suites pour les populations locales – de la spectaculaire défaite des Etats-unis en Afghanistan en août 2021, laquelle fut contemporaine des préparatifs militaires d'invasion de l'Ukraine par Poutine.

L'invasion de l'Ukraine en 2014 et les implantations de missiles US en 2016

Lorsque George W. Bush avait annoncé la sortie du traité ABM au profit d'un « bouclier anti-missiles » dont les premiers éléments devaient être déployés en Pologne et en République tchèque, cela fut assez vite contesté par la fédération de Russie qui y vit une invalidation de sa propre dissuasion nucléaire. En effet, ces missiles pouvaient tout aussi bien permettre des tirs défensifs sol-air – le « bouclier » de G. W. Bush – que des tirs offensifs sol-sol de missiles nucléaires vers le territoire russe. De fait, cela constituait une remise en cause de « sa capacité de frappe en second » et invalidait du même coup la stratégie dite de « dissuasion nucléaire » de la Russie. Les implantations de missiles du « bouclier » devaient finalement se concrétiser, d'abord en Roumanie en mai 2016, puis en 2018 en Pologne. Pour y répondre, les russes déployèrent alors leur système sol-sol Iskander dans l'enclave de Kaliningrad.

L'invasion du Donbass et l'annexion de la Crimée en 2014 furent un « coup de poker » minutieusement mis au point par le clan Poutine. Ceci dit, cette blitzkrieg fut d'autant plus facile à réaliser que les Européens ont détourné les yeux et se sont bouchés les oreilles afin de « sécuriser » leurs gigantesques investissements en Russie. Devant les opinions, ils ont continué à justifier leur attentisme par un dogme vieux de deux siècles : « continuons à faire du commerce avec les russes, ils progresseront vers notre modèle libéral ». Ce vieux credo raciste¹⁷ a particulièrement sévi en Allemagne depuis 1990, car ce capital voue une reconnaissance éternelle au pouvoir de Gorby (un sobriquet affectif particulièrement en vogue outre-Rhin) pour l'avoir laissé faire le casse du siècle en RDA, un Anschluss plus connu sous le nom de « réunification »¹⁸. C'est également ce qui explique que, malgré les renseignements concordants et les images satellites à profusion, les européens ne voulaient toujours pas croire à l'invasion de l'Ukraine quelques jours avant qu'elle se produise. « Il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir » (dicton populaire).

TOUT S'ACCELÈRE À PARTIR DE JUIN 2019

Le nucléaire dans la nouvelle stratégie militaire des USA

Le 11 juin 2019, l'état-major US publie un document intitulé « Nuclear Operations Joint Publication 3-72 »¹⁹ qui précise le mode d'emploi de l'arme nucléaire dite tactique : « Integration of nuclear weapons employment with conventional and special operations forces is essential to the success of any mission or operation ». Cette nouvelle conception intègre d'emblée dans la confrontation militaire une dimension nucléaire conçue comme un « continuum de l'engagement conventionnel » avec l'emploi possible de charges nucléaires de faible puissance sur la ligne de front. Ce qui signifie que le nucléaire peut s'utiliser comme n'importe quelle arme dès lors que la cible est militaire et qu'obtenir la victoire l'impose, une évolution qui sera aussi celle de Moscou l'année suivante. Face aux armées chinoise ou russe, ce type d'engagement provoquerait vraisemblablement une riposte du même ordre, suivie d'une escalade

¹⁷ Une autre version de ce credo louait « la mission civilisatrice du capital »...

¹⁸ Les algarades de l'ancien chancelier socialiste Schroeder illustrent à merveille cette complicité du capital allemand avec son homologue russe, sans parler du veto imposé à la livraison de chars Léopard espagnols à l'Ukraine.

¹⁹ Nuclear Operations Joint Publication 3-72, https://irp.fas.org/doddir/dod/jp3_72.pdf

nucléaire impliquant tous les membres de l'Otan, selon les implications de son article 5.

Autrement dit, si l'on rapproche cette nouvelle stratégie militaire des manœuvres annuelles de l'Otan²⁰ et de ses implantations de missiles, on peut avancer qu'au moins depuis 2016, les États-unis préparent, organisent et accoutument de facto les européens à l'éventualité d'une « bataille nucléaire de l'avant » contre la Russie – pour reprendre la terminologie de la guerre froide – sauf qu'à présent « le glacis » séparant l'Europe de l'Ouest de la Russie est réduit à l'Ukraine.

En outre, il ne faudrait pas négliger ceci : durant la « guerre froide », les affrontements entre blocs ne se sont pas déroulés en Europe pour de multiples raisons, mais ailleurs, sur ce qui fut alors appelé « des terrains secondaires ». Il se trouve qu'aujourd'hui l'affrontement principal est celui qui se joue entre les États-unis et la Chine en Asie-pacifique et que l'Europe est justement devenue une sorte de « terrain secondaire » dans ce face à face, de tous les points de vue : militaire, économique, politique.

Last but not least, du point de vue de la « dissuasion », la nouvelle stratégie états-unienne (puis russe, un an après) rendent en grande partie caduque l'activation d'un « ultime avertissement unique » dont se prévalaient et se prévalent encore des pays dotés de l'arme nucléaire... Exit donc tous les arguments militaires qui soutenaient ladite « dissuasion nucléaire » depuis plus d'un demi-siècle.

La nouvelle stratégie nucléaire de la Russie

Le texte de 2020, listant les « conditions déterminant la possibilité d'emploi de l'arme nucléaire »²¹ (point 19), prévoit quatre circonstances :

- l'obtention « d'informations fiables sur le lancement de missiles balistiques attaquant le territoire russe et (ou) celui de ses alliés » ;
- la réalisation par l'adversaire « d'actes contre des sites étatiques ou militaires d'importance critique de la Fédération de Russie dont la mise hors de fonctionnement conduirait à compromettre la riposte des forces nucléaires » ;
- « l'emploi par l'adversaire d'armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive contre le territoire de la Fédération de Russie et (ou) de ses alliés » ;
- « une agression contre la Fédération de Russie engageant des armements conventionnels, quand l'existence même de l'État est menacée »²².

Le 3 juillet 2021, durant ce qui s'est avéré être des préparatifs de guerre, Poutine a également signé une nouvelle stratégie de sécurité nationale qui se substitue à celle qui était en vigueur depuis 2015, laquelle envisageait encore comme possible le rétablissement d'une relation constructive avec les États-Unis et leurs alliés... Ce n'est plus le cas ici : la confrontation avec l'Occident serait appelée à durer, car ces pays seraient déterminés à affaiblir la Russie aux niveaux militaire, technologique, économique et « spirituel ». Une tentative « d'occidentalisation de la Russie », présentée comme en passe de réussir, serait en jeu²³. Il y est explicitement indiqué que des forces étrangères tenteront d'exploiter les difficultés internes de la Russie. En outre, à la différence du texte de 2015, l'UE n'est plus mentionnée dans ce texte, ce que les propositions de traité et d'accord de décembre 2021 – uniquement et ostensiblement adressés aux États-unis et à l'Otan – viendront entériner. En d'autres termes, le clan Poutine ne considère pas l'UE comme une puissance militaire, ce qui renforce malheureusement la possibilité de considérer l'Europe comme un « terrain secondaire d'affrontements », et que les Ukrainiens sont en train de vivre dans leur chair.

C'est une guerre à « plusieurs dimensions nucléaires »

1- Poutine s'est autorisé à conduire des opérations offensives, des destructions et des crimes majeurs, abrité derrière ses capacités nucléaires stratégiques.

²⁰ <https://www.i24news.tv/fr/actu/international/1571727969-les-forces-de-l-otan-meneraient-des-exercices-militaires-simulant-une-guerre-nucleaire-media>

²¹ Cyrille Bret, « Le recours à l'arme nucléaire, une étape crédible de la doctrine russe », Slate, 23 septembre 2022.

²² Isabelle Facon, Bruno Tertrais, « Les armes nucléaires tactiques et la sécurité de l'Europe », Fondation pour la Recherche Stratégique, n°3/2008.

²³ Michel Duclos, « La stratégie de sécurité nationale russe 2021 : l'heure de la confrontation informationnelle », 26 juillet 2021.

- 2- Le 24 février il évoquait, comme prétexte de l'agression, l'éventualité fantasmagorique que l'Ukraine puisse se doter de l'arme nucléaire.
- 3- Le changement constitutionnel biélorusse du 15 mars 2022 autorise le déploiement d'armes nucléaires russes sur ce territoire.
- 4- Les opérations militaires autour et dans les centrales nucléaires ukrainiennes (Tchernobyl, Zaporijia) constituent de facto le brandissement d'une menace et d'un chantage historiquement inédits.
- 5- La nouvelle doctrine d'utilisation des armes nucléaires dans un conflit conventionnel la rend moins improbable.
- 6- Depuis le mois de février 2022, l'usage possible des armes nucléaires par le clan Poutine a été rappelé dans la douzaine de circonstances rappelées en annexe.

En outre, depuis l'invasion de l'Ukraine, les forces russes ont réalisé des frappes de Kalibr, d'Iskander et de Kinjal, systèmes à double usage, ce qui contribue à la persistance de la dimension nucléaire en toile de fond de cette guerre d'agression. Un autre de ces systèmes, le missile de croisière hypersonique Zircon, a fait l'objet de nouveaux tests depuis fin mai.

Dans sa déclaration du 24 février 2022, Poutine décrit la politique des États-Unis et de leurs alliés comme une « stratégie d'endiguement de la Russie, avec la constitution d'une anti-Russie sur ses territoires historiques contigus ». Évoquant les coopérations et manœuvres militaires de l'Otan, il présente le tout comme « une question de vie ou de mort, une question de notre avenir historique comme peuple... Une menace réelle non seulement pour nos intérêts, mais pour l'existence même de notre État, pour sa souveraineté. C'est cette même ligne rouge dont nous avons parlé sans cesse. Ils l'ont franchie ».

Une question importante se pose : Poutine et ses proches, arc-boutés sur la préservation de leur régime, ne seraient-ils pas enclins – dans une situation perçue comme critique, voire désespérée ou inacceptable – à confondre « l'existence de l'État » et la survie de leur propre régime pour user de l'arme nucléaire comme prévu par la doctrine de 2020 ? Autrement dit, quel est le risque que le chef du Kremlin emploie des armes nucléaires tactiques pour compenser ses échecs sur le terrain militaire en Ukraine (et garder la maîtrise de l'escalade dans son agression) ? Pour s'en faire une première idée, il est nécessaire de compléter cette question par une autre : que feraient les États-Unis dans ce cas, étant donné que Poutine a tenu compte de leur attitude pour mener toutes ses offensives depuis 2013 ? Voici un début de réponse à cette question.

Le 10 février 2022, dans une interview à la chaîne NBC, Joe Biden avait déclaré qu'il n'enverrait pas de soldats, ne serait-ce que pour évacuer ses propres concitoyens bloqués en Ukraine. Lors de son discours sur l'état de l'Union le 1^{er} mars, il a répété qu'il n'y aurait pas d'engagement des troupes états-uniennes pour deux raisons : d'une part afin d'éviter une escalade nucléaire avec la Russie, mais aussi – c'est nous qui transcrivons ses propos – parce que les États-Unis venaient de connaître une défaite cuisante en Afghanistan au mois d'août précédent. Comme en 2013, nul doute que Poutine aura reçu le message cinq sur cinq même si, dans sa tribune du 31 mai, Biden rectifiait le tir en affirmant : « Tout emploi d'armes nucléaires dans ce conflit, à quelque échelle que ce soit, serait totalement inacceptable à nos yeux et à ceux du reste du monde et entraînerait des conséquences sévères ». Mais ce dernier message est-il apparu comme suffisamment dissuasif et convaincant aux yeux du clan Poutine ? On peut en douter.

Par ailleurs, que disent les « géostratèges de plateaux »²⁴ ? Force est de constater tout d'abord qu'en décembre 2021, ils affirmaient tous en chœur que l'invasion russe était « hautement improbable » ; ils affirment encore à présent que Poutine ne s'aviserait pas d'utiliser l'arme nucléaire sachant « qu'il se mettrait ainsi à dos la communauté internationale, voire qu'il en deviendrait un paria ». *La belle affaire*, pour celui qui, sortant le 16 septembre de la conférence de Samarcande où étaient réunis les dirigeants

²⁴ Membres de l'Institut de Relations Internationales et stratégiques ou de la Fondation pour la Recherche Stratégique.

chinois, indien, turc, iranien, savait déjà que son projet d'annexion des quatre provinces ukrainiennes – avec ses conséquences politiques, militaires et nucléaires possibles – ne serait pas soutenu par les membres de l'organisation de Coopération de Shangaï. Et en effet, Xi Jinping déclarait à cette occasion : « La Chine est disposée à travailler avec la Russie pour assumer sa responsabilité de grande puissance, jouer un rôle de premier plan et injecter de la stabilité et de l'énergie positive dans un monde parcouru par le chaos »²⁵. Une phrase typique de la novlangue bureaucratique du PCC qui plaçait Poutine en vassal turbulent. Narendra Modi, plus direct, envoyait : « Excellence, je sais que l'heure n'est pas à la guerre », tandis qu'Erdogan, lui aussi, prenait ses distances avec l'allié russe. Ce même 16 septembre, Biden déclarait sur un ton théâtral « Ne le faites pas, ne le faites pas, ne le faites pas, vous allez changer le visage de la guerre comme jamais depuis la seconde guerre mondiale », ce qui signifiait : n'utilisez pas l'arme atomique. Nous ne sommes pas des thuriféraires de l'impérialisme états-unien, mais force est de constater qu'ils sont bien renseignés (et pour cause...) et que, si Biden insiste sur l'utilisation possible de l'arme nucléaire tactique par Poutine, c'est qu'il a des raisons pour cela²⁶.

Au lendemain du sommet de Samarcande, Poutine savait donc à quoi s'en tenir quant à la position diplomatique de ses alliés, et par conséquent il en avait déjà fait son deuil lorsque, quatre jours plus tard, avec son accord évidemment, les administrations d'occupation des territoires de Louhansk, Donetsk, Kherson et Zaporijjia, ont annoncé la tenue d'un référendum de rattachement à la Russie. Le lendemain 21 septembre, il signait un décret de mobilisation partielle (en fait un décret de mobilisation extensible), entérinant ainsi le fait que son opération de police devenait une guerre, mais qui plus est, une « guerre de défense contre l'Occident »²⁷. Quelques heures plus tard, Wang Wenbin, l'un des porte-paroles du ministère des Affaires étrangères chinois déclarait : « L'intégrité territoriale de tous les pays doit être respectée... La Chine appelle toutes les parties concernées à aplanir leurs différends par le dialogue et la consultation, et est prête à travailler avec la communauté internationale pour continuer à jouer un rôle constructif dans la désescalade de la situation ». Comme aux temps soviétiques, il est nécessaire de décoder le vocabulaire employé par le PCC ainsi que sa temporalité ; si les chinois ont aussitôt et publiquement réagi, ce qui n'est pas leur habitude, c'est qu'eux aussi ont de bonnes raisons pour cela.

Le dimanche 25 septembre, deux jours avant la proclamation des « pourcentages soviétiques » de réponses favorables au rattachement lors du référendum truqué, le conseiller états-unien à la sécurité nationale, Jake Sullivan déclarait : « Nous avons fait savoir au Kremlin, directement, en privé et à des niveaux très élevés, que toute utilisation d'armes nucléaires aurait des conséquences catastrophiques pour la Russie et que les États-Unis et leurs alliés répondront de manière décisive. Nous avons été clairs et précis sur ce que cela impliquerait ». Les remarques de Sullivan représentaient « le dernier avertissement états-unien » suite à la menace nucléaire à peine voilée faite par Poutine dans son discours du 21 et répétée par Lavrov, son ministre des Affaires étrangères qui déclarait que les régions annexées bénéficieraient d'une « protection complète ».

Le problème, c'est qu'au mois de juin 2022, des responsables influents de l'administration états-unienne « ont choisi d'informer les journalistes qu'en cas d'utilisation de l'arme nucléaire par le président russe Vladimir Poutine dans le cadre de son agression contre l'Ukraine, la réponse américaine serait presque certainement non nucléaire [...] Le président [Biden] doit comprendre que de telles déclarations insouciantes, qui reflètent les espoirs naïfs de certains, mais ignorent les dures exigences de la sécurité dans un monde dangereux, se traduira par des catastrophes. Ils risquent d'encourager Poutine à briser le

²⁵ <https://www.ouest-france.fr/europe/russie/vladimir-poutine/guerre-en-ukraine-taiwan-ce-que-se-sont-dit-poutine-et-xi-lors-de-leur-rencontre-en-ouzbekistan-6ca3e2c2-34ef-11ed-919d-c96701fa2e2f>

²⁶ Emission de CBS News 60 Minutes : <https://www.cbsnews.com/news/president-joe-biden-vladimir-putin-60-minutes-2022-09-16/> . Cf. également les premières minutes de l'interview du Général Christian Quesnot, ex-chef d'état-major de Mitterrand et Chirac à ce sujet : « Général, pourquoi est-ce que tout d'un coup Biden dit n'envoyez pas d'armes chimiques ou nucléaires ? – Eh bien, c'est parce qu'il a un service de renseignement qui fonctionne bien (avec un petit sourire) et pense que Poutine envisage des frappes chimiques ou nucléaires tactiques ». https://www.youtube.com/watch?v=aGhfnu_iNT0

²⁷ À ce stade de la guerre, on entrevoit bien que l'unique « compromis recevable » par Poutine – mais ô combien inadmissible pour les Ukrainiens – serait de garder sous sa coupe tous les territoires militairement annexés depuis 2014, de manière à pouvoir proclamer une victoire intermédiaire tout en continuant à grignoter peu à peu l'Ukraine.

tabou nucléaire post-1945 »²⁸. Si tel est le cas comme l'écrivent ces deux anciens hauts responsables, alors effectivement, une fois encore, Poutine aura reçu le message cinq sur cinq. Le 27 septembre, Dimitri Medvedev, qui est à l'heure actuelle vice-président du Conseil de sécurité, écrivait sur son compte Telegram que « la Russie a le droit de se défendre avec des armes nucléaires si elle est poussée au-delà de ses limites et ceci n'est certainement pas du bluff ».

Devant la répétition des menaces, il vint alors à la bouche de nos politologues de plateaux leur ultime argument : « Poutine ne décide pas tout seul, même si c'est lui qui donne l'ordre [du feu nucléaire] ». Certes, mais c'est bien mal connaître ce clan dont la loi est d'origine maffieuse : quiconque ne peut y appartenir qu'en ayant prouvé son absolue soumission et en sachant pertinemment que tout écart sera le dernier. D'ailleurs, dans le quatrième cercle, celui des oligarques et des responsables économiques, on dénombre une dizaine de suicidés depuis le début de l'année 2022. À bon entendeur, salut.

Enfin, nous terminerons par l'axiome qui constituera également le début du prochain « Carnet de guerre » (moins centré sur la question nucléaire) : pour de nombreuses raisons à développer,

Poutine en est à sa huitième guerre et n'a jamais accepté une défaite.

PS : Dans un discours excessivement guerrier tourné en très grande partie contre « l'Occident », Poutine a demandé aux Ukrainiens de déposer les armes, s'agissant des quatre provinces annexées.

Annexe. Les différentes menaces nucléaires russes en 2022

Le 19 février 2022, l'armée russe a organisé des exercices à composante nucléaire engageant les forces aérospatiales, le District militaire Sud, les forces de missiles stratégiques et les deux flottes nucléaires stratégiques (Nord et Pacifique). Poutine avait supervisé ces exercices en compagnie de son homologue biélorusse.

Le 21 février 2022, lors d'une réunion du Conseil de sécurité russe, le ministre de la Défense Choïgou avait avancé que l'Ukraine avait « *beaucoup plus de capacités que l'Iran et la Corée du Nord* » pour développer un arsenal nucléaire et qu'elle pourrait doter ses missiles Tochka-U de têtes nucléaires. Poutine avait repris cette fable selon laquelle l'Ukraine pourrait se munir d'armes nucléaires tactiques compte tenu « *des savoir-faire et capacités hérités de l'URSS* » mais aussi du « *soutien technologique étranger* » dont elle pourrait bénéficier dans une telle entreprise. Et d'estimer que la Russie ne pouvait « *pas ne pas répondre à ce réel danger* ».

Le 24 février 2022, Poutine s'est adressé à ceux « qui tenteraient d'interférer avec son armée qui doivent savoir que la réponse de la Russie sera immédiate et conduira à des conséquences que vous n'avez encore jamais connues ».

Le 27 février 2022, le chef du Kremlin ordonna la mise en alerte des forces stratégiques russes, estimant que les « hauts responsables des principaux pays de l'Otan » venaient de faire des « déclarations agressives » contre la Russie.

Le 1^{er} mars 2022, Sergueï Lavrov évoquait à Genève les plans de l'Ukraine pour se doter de son propre armement nucléaire car elle « *disposerait encore de technologies nucléaires soviétiques et de vecteurs pour de telles armes* », un projet qui « *mettrait en cause l'effort international en faveur de la non-prolifération des armes de destruction massive* »...

Le 27 avril 2022, Poutine évoquait une nouvelle fois, devant le parlement russe, les possibles tentatives de certains acteurs de s'impliquer dans le conflit, tentatives susceptibles, selon lui, de représenter « *pour la Russie des menaces de nature stratégique inacceptables* ».

Début mai 2022, les forces déployées à Kaliningrad ont procédé à des simulations de tirs de missiles Iskander et fin juin des avions et des missiles à « capacité duale » ont été déployés en Biélorussie.

Jean-Marc Royer, le 30 septembre 2022

²⁸ Eric S. Edelman (ancien ambassadeur et sous-secrétaire à la défense) and Franklin C. Miller (haut responsable de la politique nucléaire et du contrôle des armements au Pentagone), « Biden Is Trying to Deter Putin from Using Nukes. His Staff Isn't Helping », The Bulwark, June 15, 2022.